



Business Pôle Les Prés
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq



KPMG S.A.
36 rue Eugène Jacquet - CS 75039
59705 Marcq-en-Barœul

Association Institut Catholique de Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux
comptes à directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault - 92400 Courbevoie
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG SA

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux
comptes à directoire et conseil de surveillance
Siège social : Tour Eqho - 2 avenue Gambetta - 92066 Paris la Défense Cedex
Capital de 5 497 100 euros - RCS Nanterre 775 726 417

Association Institut Catholique de Lille

Siège social : 60 Boulevard Vauban - 59000 LILLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

Aux administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Catholique de Lille relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 « Méthode Générale » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable au titre de la première application des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances

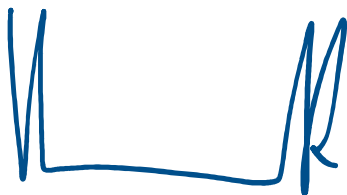
ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

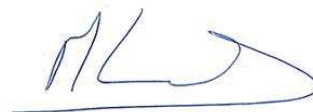
Villeneuve d'Ascq, le 8 décembre 2021

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'V' followed by a horizontal line and a large 'R'.

Jean-Philippe Van Dijk
Associé

KPMG S.A.

Marcq-en-Barœul, le 8 décembre 2021

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'M' followed by a horizontal line and a large 'L'.

Marc Lengrand
Associé

SITUATION FINANCIERE

BILAN ACTIF

Exercice du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021

ACTIF				
	31/08/2021 <i>Règlement ANC 2018-06</i>			31/08/2020
	MONTANT BRUT	AMORTIS. OU PROV.	MONTANT NET	<i>Règlement CRC 1999-01</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Fonds commercial	1 774 104	-1 556 015	218 089	242 801
Logiciels	5 678 096	-5 427 853	250 243	209 268
	7 452 200	-6 983 868	468 332	452 069
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains, constructions et aménagements	102 229 581	-44 240 000	57 989 581	54 744 222
Installations techniques, matériels et outillages industriels, mobiliers	14 235 433	-11 537 063	2 698 370	1 840 305
Autres immobilisations corporelles	5 981 831	-4 603 462	1 378 369	933 302
Immobilisations en cours	26 011 055		26 011 055	10 166 918
	148 457 900	-60 380 526	88 077 376	67 684 748
	155 910 100	-67 364 394	88 545 708	68 136 817
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation	41 010 792	-125 735	40 885 057	41 207 302
Prêts	195 238	-47 308	147 930	170 437
Dépôts et cautionnements	1 383 594		1 383 594	1 003 299
	42 589 624	-173 043	42 416 581	42 381 038
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	198 499 724	-67 537 437	130 962 289	110 517 855
Stocks et en cours	182 679		182 679	167 828
Créances de fonctionnement	43 139 521	-1 336 697	41 802 824	33 998 598
Autres créances	21 969 246	-932 897	21 036 349	12 644 398
Créances sur legs et dons				
Valeurs mobilières de placement	668 980		668 980	519 737
Disponibilités	33 586 152		33 586 152	31 679 615
ACTIF CIRCULANT TOTAL II	99 546 578	-2 269 594	97 276 985	79 010 177
Charges constatées d'avance	1 681 755		1 681 755	1 305 298
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	1 681 755		1 681 755	1 305 298
TOTAL ACTIF (I + II + III)	299 728 057	-69 807 031	229 921 029	190 833 329

BILAN PASSIFExercice du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021

PASSIF			
		31/08/2021 <i>Règlement ANC 2018-06</i>	31/08/2020 <i>Règlement CRC 1999-01</i>
Fonds associatifs sans droit de reprise		37 444 234	40 213 990
Ecart de réévaluation		143 495	143 495
Réserves :			
Fonds d'investissements		534 464	534 464
Autres réserves		10 465 426	10 242 733
Report à nouveau		3 148 374	-497 001
Résultat de l'exercice		772 689	778 680
Fonds propres consommables :			
Subventions d'investissements sur biens renouvelables		5 313 807	1 056 821
Provisions réglementées		25 015	966 576
FONDS PROPRES	TOTAL I	57 847 504	53 439 757
Provisions pour risques et charges		2 292 288	1 285 586
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	TOTAL II	2 292 288	1 285 586
Fonds dédiés sur subv et dons affectés		2 813 236	1 391 290
FONDS REPORTES ET DEDIES	TOTAL III	2 813 236	1 391 290
Emprunts et dettes financières auprès des étab. de crédit		62 877 861	51 096 570
Emprunts et dettes financières divers		1 061 751	597 785
Dettes de fonctionnement :			
Fournisseurs		8 113 096	5 827 993
Dettes fiscales et sociales		10 040 508	8 270 549
Autres dettes		6 499 173	12 971 650
Dettes sur immobilisations		6 252 977	4 857 279
DETTE	TOTAL IV	94 845 365	83 621 827
Produits constatés d'avance		72 122 636	51 094 868
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL V	72 122 636	51 094 868
TOTAL PASSIF	(I + II + III + IV + V)	229 921 029	190 833 329

COMPTE DE RESULTAT – Partie 1**Exercice du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Inscriptions, bolarités et frais accessoires	66 944 693	55 348 346
Travaux et conseils	836 411	920 487
Produits de tiers financeurs	0	
Concours publics et subventions d'exploitation	23 119 714	6 765 006
Subventions	0	14 863 007
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 543 109	1 705 701
Utilisations des fonds dédiés	159 681	
Autres produits		
Dons manuels	92 766	61 015
Contributions financières reçues	1 310 631	
Autres produits	8 161 711	8 899 843
Total I	103 168 716	88 563 405
CHARGES D'EXPLOITATION		
Variation de stock	10 398	
Autres achats et charges externes	28 866 939	24 624 181
Aides financières	1 925 414	
Impôts, taxes et versements assimilés	2 246 279	2 056 275
Salaires et traitements	36 861 867	33 902 853
Charges sociales	16 883 377	14 345 464
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 563 731	5 598 339
Dotations aux provisions	1 252 590	290 770
Reports en fonds dédiés	981 367	
Autres charges	2 806 297	3 483 289
Total II	98 398 259	84 301 171
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	4 770 457	4 262 235

COMPTE DE RESULTAT – SUITE

Exercice du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	536	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-329	
Autres intérêts et produits assimilés	151	21 761
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	1 627	75 230
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 001	
Total III	5 987	96 991
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	23 599	
Intérêts et charges assimilées	1 685 263	1 612 708
Total IV	1 708 862	1 612 708
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 702 875	-1 515 717
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	3 067 582	2 746 518
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	366 168	8 584 016
Sur opérations en capital	153 371	2 125 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	519 539	10 709 016
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	119 723
Sur opérations en capital	3 094 384	12 178 866
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-33 333	
Total VI	3 061 050	12 298 589
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-2 541 511	-1 589 573
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-246 618	-44 382
Total des produits (I + III + V)	103 694 242	99 369 412
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	102 921 554	98 168 086
SOLDE INTERMEDIAIRE	772 689	1 201 327
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0	6 889
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	429 535
EXCEDENT OU DEFICIT	772 689	778 680

PRESENTATION ICL

OBJET SOCIAL :

L’Institut Catholique de Lille, « ICL », fondé le 28 octobre 1875 suivant la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l’enseignement supérieur, incorporée depuis lors dans le titre III du code de l’éducation, est une association reconnue d’utilité publique.

Les membres de l’Association I.C.L. sont des personnes physiques bénévoles. Ils siègent au Conseil d’Administration. Il n’est pas perçu de cotisation des membres. Les fonctions de Président et de Vice-Présidents ne sont pas rémunérées ; elles sont incompatibles avec toute activité rémunérée au sein de l’ICL, ou dans tout organisme sous son contrôle.

En vertu de ses statuts, l’Institut Catholique de Lille a pour but « en tous pays, l’enseignement universitaire de toutes disciplines théologiques, scientifiques, professionnelles, culturelles, sanitaires, médico-sociales et toutes activités qui en permettent le progrès et le développement ou en sont le complément, telles que notamment :

- la formation initiale et continue,
- la recherche scientifique et technique,
- la valorisation et le transfert de ses résultats,
- les études et les conseils,
- la diffusion de la culture, de l’information scientifique et technique, et de l’innovation,
- la coopération internationale,
- l’interculturalité,
- l’ouverture humaine et sociale ».

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES :

L’Institut Catholique de Lille est composé en 2020/2021 de 8 établissements autonomes :

- **Les Facultés (ICL LES FACULTES)**, regroupant les facultés, la formation continue, le département d’enseignement et de recherche en Ethique, les centres de recherche, ...
- **IF Santé**, Institut de Formation en Soins Infirmiers.
- **L’Institut Etienne Leclercq (IEL)** qui regroupe deux entités, ITEP et S.E.S.A.D., sous tutelle de l’Agence Régionale de Santé (ARS).
- **Humanité**, pôle universitaire implanté dans la périphérie du groupe hospitalier regroupant un ensemble de compétences et d’offres dans le domaine de la santé, du social et du handicap.
- **L’Établissement du Portage Immobilier Hospitalier (EPIH)** qui assure le portage des immeubles du secteur sanitaire, à savoir les hôpitaux Saint-Philibert et Saint-Vincent-de-Paul.

- **Le Groupement des Ecoles Santé Social (GESS)** : issu de la fusion-absorption de l'ESSRN et du transfert de l'activité de l'IU2S (Institut Universitaire Santé Social de l'ICL LES FACULTÉS).
- **Le Pôle IIID**, école supérieure formant aux métiers de l'animation 2D, 3D, et du Jeu Vidéo.
- **L'Espace Campus 4.0** (TechShop de Lille), repris le 8 septembre 2020, espace de fabrication collaboratif accessible à tous, et rassemblant une communauté de « makers ».

Les comptes administratifs de chacun de ces établissements sont établis selon les nomenclatures comptables adaptées aux spécificités, notamment au secteur sanitaire et social privé associatif à but non lucratif.

Ces comptes sont audités séparément par les Commissaires aux Comptes et sont approuvés par le Conseil d'Administration. Ils sont ensuite combinés et globalisés au niveau de l'Association Institut Catholique de Lille selon les règles du Plan Comptable Général ; l'élaboration de ces comptes combinés nécessite d'effectuer un certain nombre d'opérations de retraitements comptables et administratifs des entités soumises aux plans comptables spécifiques.

Ces comptes combinés font l'objet de rapports par les Commissaires aux comptes et d'une approbation par le Conseil d'Administration.

Cette autonomie entre les 8 établissements (Les Facultés, If Santé, Institut Etienne Leclercq, Humanité, EPIH, GESS, Pôle IIID) se caractérise par une gestion budgétaire et financière distincte, étroitement contrôlée par trois commissions du Conseil d'Administration (Commission ESR, Commission Santé, et Comité d'audit) et par le Conseil d'Administration qui veillent de façon responsable, aux équilibres comptables et financiers de chacune des entités économiques et au global de l'Institut Catholique de Lille dans le cadre des orientations stratégiques.

Par ailleurs, les budgets et les comptes de l'Institut Etienne Leclercq sont contrôlés par l'Agence Régionale de Santé, autorité de tutelle.

Le périmètre comptable des comptes clos au 31 août 2021 a évolué par rapport à l'exercice précédent à la suite à l'intégration de l'Espace Campus 4.0 au début de l'exercice 2020/21.

ANNEXE AUX COMPTES

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

1. Présentation des comptes	14
2. Faits caractéristiques de l'exercice	14
3. Règles et méthodes comptables	15
4. Informations relatives au bilan actif	19
4.1 Tableau de variation des immobilisations brutes	19
4.2 Tableau des Filiales et titres de participations	20
4.3 Tableau des amortissements et dépréciations d'immobilisations	20
4.4 Stocks	21
4.5 Créances de fonctionnement	21
4.6 Autres créances.....	21
4.7 Charges constatées d'avance.....	21
4.8 Produits à recevoir, factures à établir et charges à payer	22
5. Informations relatives au bilan passif	22
5.1 Fonds propres	22
5.2 Projets associatifs.....	24
5.3 Résultats et report à nouveau.....	24
5.4 Tableau des provisions pour risques et charges	26
5.5 Tableau des fonds dédiés	26
5.6 Dettes financières.....	27
5.7 Fournisseurs et comptes rattachés	28
5.8 Dettes fiscales et sociales	28
5.9 Autres dettes.....	28
5.10 Produits constatés d'avance	29
6. Informations relatives au compte de résultat	30
6.1 Produits de tiers financeurs : concours publics, subventions d'exploitation et contributions financières	30
6.2 Transfert de charges	31
6.3 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun.....	32
6.4 Charges et produits financiers	32
6.5 Charges et produits exceptionnels.....	32

7. Engagements hors bilan	32
7.1 Engagement de retraite	32
7.2 Engagements sur dettes financières	33
7.3 Legs et donations en cours	33
7.4 Engagement reçu par la SCI 58 rue du Port	33
8. Tableau des effectifs salariés	34
9. Autres informations	34

1. Présentation des comptes

Les comptes de l'Institut Catholique de Lille clos au 31 août 2021 couvrent l'exercice du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021 (12 mois) et regroupent ceux :

- de l'établissement « Les Facultés »,
- d'IF Santé,
- de l'Institut Etienne Leclercq,
- du projet Humanité,
- de l'établissement du portage immobilier hospitalier (EPIH),
- du Groupement des Ecoles Santé Social (GESS),
- du Pôle IIID,
- de l'Espace Campus 4.0.

Le périmètre comptable des comptes clos au 31 août 2021 varie par rapport à l'exercice précédent à la suite de l'intégration de l'Espace Campus 4.0 au début de l'exercice 2020/21.

Les comptes de l'exercice clos le 31/08/2021 font ressortir :

- Un excédent global de 772 689 €.
- Un total bilan de 229 921 029 €.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- La première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 publié le 30/12/2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- La première application du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 « *relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif* », qui émet des règles spécifiques exigées par le Code de l'action sociale et des familles.
- Après la fermeture des établissements au public durant le premier confinement de mars à mai 2020, les facultés et écoles sont restées accessibles avec quotas durant le second confinement d'octobre-novembre 2020 avec mise en place de la continuité pédagogique en mode distanciel. L'épidémie de Covid-19 et ses conséquences ont eu un impact moindre sur les comptes clos au 31 août 2021 que ceux de l'exercice précédent.
- La création d'un nouvel établissement secondaire « Espace Campus 4.0 » communément appelé « Techshop de Lille ».

ICL FACULTES :

- Ajustement du montant de la subvention de fonctionnement accordée par le MESRI au titre de l'année civile 2021 sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.
- Mise en service de la chapelle de l'Université avec octroi d'une subvention d'investissement de l'Institut Catholique de Lille – Fonds de dotation.
- Apport avec droit de reprise au Fonds de Dotation ICL - Médico-Social de 3.275 titres détenus dans la SCI EHPAD CAPINGHEM.
- Abandon de créance de 1,4 M€ au bénéfice de la SCI 58 rue du Port avec clause de retour à meilleure fortune.

EPIH :

- Poursuite des investissements dans le cadre du schéma directeur immobilier de l'hôpital Saint-Philibert.

INSTITUT ETIENNE LECLERCQ :

- Hausse des produits de la tarification s'expliquant par la réévaluation en novembre 2020 de la dotation globale 2020 (non prise en compte lors de la clôture au 31/08/2020).
- Hausse des achats et charges externes du fait notamment d'un retour à la normal de certains postes de charges ayant diminué en 2019/2020 du fait de la crise sanitaire.
- Variation des dotations et reprises sur les fonds dédiés en raison de l'attribution de Crédits Non Reconductibles.

HUMANICITE :

- Dépréciation du terrain donné en bail à construction à la Société Civile Immobilière Maison d'Eglise pour la construction d'un immeuble au profit de l'association de gestion de l'Accueil Marthe et Marie.

ESPACE CAMPUS 4.0 :

- Reprise des activités du site Techshop de Lille et création d'un nouvel établissement secondaire autonome au 8 septembre 2020.

3. Règles et méthodes comptables**3.1 Méthodes générales**

Les règlements ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 et ANC 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, de séparation des exercices, des coûts historiques et de permanence des méthodes.

Changement de méthode comptable

La première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 constitue un premier changement de méthode comptable sur cet exercice 2020-2021.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. Aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

La première application du règlement ANC n°2019-04, qui concerne les établissements à but non lucratif de services sociaux et médico-sociaux, constitue par ailleurs un second changement de méthode comptable sur cet exercice 2020-2021, spécifique à l'établissement secondaire Institut Etienne Leclercq.

Postes impactés, incidence de la première application des règlements ANC n°2018-06 et 2019-04 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice

ICL LES FACULTÉS (ANC n°2018-06) :

Report à nouveau des subventions d'investissements sur biens non renouvelables inscrites en fonds associatifs au 31/08/2020 pour 708 143 €.

INSTITUT ETIENNE LECLERCQ (ANC n°2018-06 et 2019-04) :

Transfert de provisions réglementées en fonds dédiés pour 941 561 €
 Transfert de fonds associatifs vers le report à nouveau sans gestion contrôlée pour 1 693 214 €
 Transfert de fonds associatifs vers le report à nouveau sous gestion contrôlée pour 368 399 €
 Transfert de provision pour charge vers le report à nouveau sous gestion contrôlée pour 11 735 €
 Transfert de fonds dédiés vers le report à nouveau sous gestion contrôlée pour 307 968 €

Comparabilité des comptes

Nous vous indiquons ci-dessous la comparaison des montants des postes du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, avec ceux de l'exercice précédent à méthode comptable comparable, c'est-à-dire en appliquant également le règlement ANC n°2018-06 aux comptes de l'exercice précédent.

- Les subventions d'exploitation et contributions financières font désormais l'objet d'une inscription sur des postes distincts parmi les produits d'exploitation de l'exercice. Le poste « Subventions » du compte de résultat de l'exercice 2019/20 s'élevait à 14 863 K€ et était constitué à hauteur de 1 565 K€ de contributions financières, et de 13 298 K€ de subventions d'exploitation et de concours publics.

- Le poste « Engagements à réaliser sur ressources affectées » devient « Report en fonds dédiés » en application du nouveau règlement ANC 2018-06 et aurait constitué sur 2019/20 une charge d'exploitation supplémentaire de -429 535 €, sans incidence sur le résultat net de l'exercice.
- Le poste « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs » devient « Utilisation de fonds dédiés » et aurait constitué sur 2019/20 un produit d'exploitation supplémentaire de 6 889 €, sans incidence sur le résultat net de l'exercice.

Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

Principale méthode comptable

Les comptes présentés appliquent la méthode « de référence » suivante qualifiée ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-1.

3.2 Règles comptables appliquées par l'association

Informations relatives aux postes du bilan

Immobilisations corporelles et incorporelles :

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) par composants, et amorties selon leur durée de vie économique. Les durées d'amortissement sont fonction de la nature des biens immobilisés.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Durées d'amortissement des immobilisations pratiquées :**IMMEUBLE PAR COMPOSANT**

Composants	Durée	Désignation
1	50 ans	VRD, espaces verts
2	50 ans	Gros œuvres, toiture, enduits, chape, station épuration
3	50 ans	Menuiseries extérieures, miroiterie
4	30 ans	Menuiseries intérieures, cloisons, volets roulants, anti X, portes basculantes
5	30 ans	Sols durs
6	15 ans	Plafonds suspendus, protection portes
7	20 ans	Paillasse
8	10 ans	Serrurerie, stores, dépoli
9	30 ans	Réseaux eaux/évacuation
10	20 ans	Sols souples
11	10 ans	Signalisation routière, signalisation verticale intérieure
12	10 ans	Peinture, éclairages extérieurs
13	10 ans	Travaux de sécurité
14	30 ans	Étanchéité
16	20 ans	Chauffage, génie climatique
17	20 ans	Électricité, Gaz, câblage informatique
18	20 ans	Plomberie, Gaz médicaux
19	20 ans	Ascenseurs
20	15 ans	Aménagement des sanitaires

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Logiciels 3 à 5 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Installation complexe spécialisée 5 à 7 ans
matériel serv médicaux et médico techniques 5 ans
Matériel et outillage hospitalier 5 ans
Matériel de transport 5 ans
Matériel de bureau 4 à 10 ans
Matériel informatique 3 à 5 ans
Mobiliers de bureau 5 à 10 ans

Sont comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

Les fonds commerciaux sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation a été constatée sur le fonds commercial détenu par l'ICL LES FACULTÉS d'un montant de 28 405 €, ainsi que sur le fonds du Pôle IIID d'un montant de 1 527 610 € en raison de performances inférieures aux prévisions.

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières sont comptabilisées au prix d'achat. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'entrée. Elles sont valorisées selon la méthode du « Premier Entré Premier Sorti ». Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure au coût d'acquisition

Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectée par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Provisions pour risques et charges :

L'association constitue des provisions afin de couvrir les charges potentielles afférentes aux risques et litiges nés antérieurement à la clôture.

Produits :

Les bourses de l'année universitaire sont prises entièrement sur l'exercice, qui est calé sur l'année universitaire.

Les subventions, les facturations de contrats de recherche et autres produits sont repris en compte de résultat selon le principe de rattachement des produits aux charges et en fonction de l'avancement des différents projets.

3.3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice 2020/21.

4. Informations relatives au bilan actif

4.1 Tableau de variation des immobilisations brutes

IMMOBILISATIONS BRUTES	31/08/2020	Acquisitions nettes	Cessions / Mises au rebut	Mise en service immos en cours	31/08/2021
-> Incorporelles :	7 175 604	276 596	-	-	7 452 200
-> Corporelles :	123 135 441	29 363 568	- 382 168	- 3 658 940	148 457 901
-> Financières :	42 530 482	386 642	- 327 500	-	42 589 624
TOTAL GENERAL	172 841 527	30 026 806	- 709 668	- 3 658 940	198 499 724

4.2 Tableau des Filiales et titres de participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS au 31/08/2021	Capital social de la filiale	Capitaux propres (autres que capital)	Quote part du capital détenue en %	Valeur comptable		C.A. H.T. du dernier résultat écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Exercice concerné	Obs
				Brute	Nette				
GCS GHICL	906 075	20 757 478	97,61%	884 413	884 413	292 885 918	5 332 436	31/12/2020	(1) (2)
SCI 58 rue du Port	2 901	3 871 030	100,00%	7 639 258	7 639 258	758 995	215 825	31/08/2020	(1) (2)
SCI St Louis	1 369 500	-16 212	0,00%	1 524	1 524	364 852	28 194	31/08/2020	(1) (2)
SCI St Martin	2 200 000	-1 149 721	6,82%	150 000	150 000	0	-3 360	31/08/2020	(1) (2)
SCI Héritiers Paul Brame	827	0	100,00%	820 829	699 652	0	0	31/08/2020	(1) (2)
SCI Maison d'Eglise	3 700 000	-1 478 437	18,92%	700 000	700 000	0	-174 018	31/08/2020	(1) (2)
SCI 270 rue Nationale	501 000	-851 057	99,95%	500 770	500 770	328 366	-3 896	31/08/2020	(1) (2)
SCI EHPAD Capinghem	819 200	4 150 033	60,10%	491 600	491 600	842 289	-66 585	31/08/2020	(1) (2) (3)
SCI de la Rue de la Digue	289 750	4 919 614	10,53%	286 991	286 991	581 846	-312 216	31/08/2020	(1) (2)
SCI de l'UCL	22 925	15 084 952	41,58%	29 186 798	29 186 798	4 031 730	449 735	31/08/2020	(1) (2)
SCI Maison des Flandres CIL	NC	NC	NC	381	381	NC	NC		(1) (2)
SAS Humanité	150 000	282 338	100,00%	150 000	150 000	10 723	50 327	31/12/2020	(1) (2)
SAS Les Philiberts	50 000	-490	100,00%	50 000	50 000	0	-155	31/08/2020	(1) (2)
SCI Sainte Marie	1 000	-418 305	90,00%	900	900	0	-9 930	31/08/2020	(1) (2)
SCIC WORK'LYS	52 800	-68 097	9,47%	5 000	5 000	25 282	-68 097	31/12/2020	(1) (2)
SCI Phosphore	10 000	-32 516	90,00%	9 000	9 000	0	-32 516	31/08/2020 (9 mois)	(1) (2)
SCI Saint-Vincent de Paul	1 000	0	90,00%	900	900			31/08/2021	(1) (2)
SCIC Game IN Lab (PIIID)		-6 800		5 000	5 000	101 600	400	31/12/2020	(1)
IEPA		161 300		100 000	100 000				
Parts sociales banques mutualistes				27 427	27 427				
Dépréciations diverses					-4 558				
TOTAL				41 010 792	40 885 057				

(1) Derniers états financiers arrêtés.

(2) Aucun prêt ou avance n'a été consenti à l'entité, ni aucune caution ou aval.

(3) Décision du CA de l'ICL du 17/03/2021 de céder au FDD Médico-Social 3275 parts à titre gratuit sur les 8 210 parts détenues à cette date, soit une charge exceptionnelle de -327 500 €.

4.3 Tableau des amortissements et dépréciations d'immobilisations

AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS	31/08/2020	Dotations	Reprises	Apports	31/08/2021
-> Incorporelles :	- 6 723 535	- 260 333	-	-	- 6 983 868
-> Corporelles :	- 55 450 694	- 5 033 054	103 222	-	- 60 380 526
-> Financières :	- 149 444	- 23 599	-	-	- 173 043
TOTAL GENERAL	- 62 323 672	- 5 316 986	103 222	-	- 67 537 437

4.4 Stocks

STOCKS	31/08/2020	Stockage	Déstockage	31/08/2021
-> ICL LES FACULTES :	108 740	123 591	108 740	123 591
-> HUMANICITE :	59 088	-	-	59 088
TOTAL GENERAL	167 828	123 591	108 740	182 679

Le stock Humanité est constitué de la valeur du terrain de la parcelle hors permis d'aménager.

4.5 Créances de fonctionnement

ETAT DES CREANCES DE FONCTIONNEMENT	Montant brut	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Montant net
ICL LES FACULTES	41 347 288		1 156 295	40 190 993
POLE IIID	1 776 324		44 016	1 732 308
ESPACE CAMPUS 4.0	182 117		-	182 117
IF SANTE	1 305 894		54 000	1 251 894
GESS	440 958		79 519	361 439
EPIH	657 147		2 867	654 280
HUMANICITE	1 400 000			1 400 000
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	-			-
Elimination comptes intra-ICL	- 3 970 206			- 3 970 206
TOTAL GENERAL	43 139 521	-	1 336 696	41 802 824

Les créances de fonctionnement de l'ICL LES FACULTÉS sont principalement composées de créances étudiantes.

4.6 Autres créances

ETAT DES AUTRES CREANCES	Montant brut	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Montant net
ICL LES FACULTES	19 314 917	4 002 900	932 897	18 382 020
POLE IIID	46 075			46 075
ESPACE CAMPUS 4.0	24 036			24 036
IF SANTE	428 689			428 689
GESS	198 057			198 057
EPIH	317 912			317 912
HUMANICITE	53 069			53 069
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	2 244 477			2 244 477
Elimination comptes intra-ICL	- 657 986			- 657 986
TOTAL GENERAL	21 969 246	4 002 900	932 896	21 036 349

4.7 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31/08/2021
ICL LES FACULTES	1 486 319
POLE IIID	91 650
ESPACE CAMPUS 4.0	7 755
IF SANTE	46 098
GESS	25 716
EPIH	1 867
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	22 350
TOTAL	1 681 755

4.8 Produits à recevoir, factures à établir et charges à payer

31/08/2021	Charges à payer (fournisseurs, personnel, état, etc.)	Factures à établir	Produits à recevoir
ICL LES FACULTES	- 9 973 002	2 761 873	8 591 508
EPIH	- 330 097	311 537	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	- 316 453		2 229 831
IF SANTE	- 283 137		34 201
GESS	- 229 888	17 609	147 765
POLE IIID	- 200 030	12 800	
ESPACE CAMPUS 4.0	- 119 160	4 113	
TOTAL	- 11 451 767	3 107 931	11 003 305

5. Informations relatives au bilan passif

5.1 Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général des associations.

FONDS PROPRES	A	B	C	D	E	F	G	H = somme A à G
	Solde au début de l'exercice	Application du règlement ANC 2018-06 sur ICL LES FACULTES	Application des règlements ANC 2018-06 et 2019-04 sur IEL	Affectation du résultat de l'exercice précédent 2019/20	Ré-affectation du résultat 2018/19 sous gestion contrôlée	Résultat de l'exercice clos 2020/21	Variation nette des subventions d'investissement sur biens renouvelables	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	40 213 990	-708 143	-2 061 613					37 444 234
Ecart de réévaluation	143 495							143 495
Fonds d'investissement	534 464							534 464
Réserves libres	9 532 874			168 915				9 701 718
Réserves pour projet sous gestion contrôlée (IEL)	709 859				54 161			764 020
Report à nouveau sans contrôle des tiers financeurs	-1 298 975	708 143	2 082 261					1 491 429
Report à nouveau sous gestion contrôlée (IEL)	801 974		299 058	609 765	-54 161			1 656 636
Résultat de l'exercice	778 680			-778 680		772 689		772 689
Subventions d'investissements sur	1 056 821						4 256 986	5 313 807
Provisions réglementées	966 576		-941 561					25 015
TOTAL FONDS PROPRES	53 439 757	0	-621 855	0	0	772 689		57 847 505

Les fonds associatifs sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation ou l'apport de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique.

Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité

Les réserves de l'ICL sont libres hormis les réserves sous contrôle de tiers financeurs de l'Institut Etienne Leclercq, affectées à des « projets de l'entité » au service de différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés. Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

Dans la mesure où l'ICL pratiquait historiquement cette méthode sur les subventions d'investissement sur les biens renouvelables, la première application du règlement 2018-06 n'a pas d'incidence sur ce poste. En revanche, les subventions d'investissement sur biens non renouvelables, non amorties et enregistrées historiquement en fonds associatifs ont été reportées à nouveau pour 708 K€ de façon rétrospective à l'ouverture de l'exercice sur l'établissement principal ICL LES FACULTÉS.

5.2 Projets associatifs

PROJETS ASSOCIATIFS	A	B	D	E = A+B-C-D
	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserve : Projet Associatif "Excellence Partagée"	44 699			44 699
TOTAL	44 699		0	44 699

5.3 Résultats et report à nouveau

5.3.1 Affectation du résultat de l'exercice précédent

	Résultat de l'exercice précédent 2019/20	Affectation en réserve libre	Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs
IF SANTE	-3 024	-3 024	
ETS LES FACULTES	1 902 740	1 902 740	
POLE IIID	-1 822 905	-1 822 905	
EPIH	34 947	34 947	
HUMANICITE	23 849	23 849	
GESS	25 345	25 345	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	617 728	7 963	609 765
TOTAL ICL	778 680	168 915	609 765

5.3.2 Explicatif du résultat de l'exercice

Explicatif du résultat de l'exercice :	TOTAL
Résultat 2020/2021 :	772 689
Résultat 2020/2021 sous contrôle de tiers financeurs (IEL) :	566 504
Résultat comptable définitivement acquis :	206 185

5.3.3 Suivi des résultats antérieurs sous contrôle de tiers financeurs

Suivi des résultats antérieurs sous contrôle de tiers financeurs (IEL) :		
Réserves affectées par la tutelle :		
Reserve de compensation :	ITEP	2 402
	SESSAD	10 914
	S/TOTAL	13 317
Réserves de trésorerie :	ITEP	347 865
	SESSAD	0
	S/TOTAL	347 865
Réserves pour investissements :	ITEP	170 143
	SESSAD	232 697
	S/TOTAL	402 840
	TOTAL	764 021
Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs :		
ITEP		1 569 408
SESSAD		87 228
	TOTAL	1 656 636
Report à nouveau constitué des résultats antérieurs non repris par la tutelle :		
CMP (gestion non contrôlée)		134 005
ITEP		1 685 072
SESSAD		0
	TOTAL	1 819 077

5.3.4 Report à nouveau définitivement acquis

Report à nouveau : 3 148 063 €

Dont report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs (IEL) : 1 656 636 €

Autres reports à nouveau : 1 491 427 €

5.4 Tableau des provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	31/08/2020	Application des règlements ANC 2018-06 et 2019-04	Dotations	Reprises utilisées	31/08/2021
Provisions pour risques et charges					
-> ICL Ets LES FACULTES :	1 121 983		1 252 590	152 284	2 222 289
- Départs RH	66 943		143 411	66 943	143 411
- Retraites ecclésiastiques	980 040		36 179	85 341	930 878
- Autres risques	75 000		1 073 000		1 148 000
-> INSTITUT ETIENNE LECLERCQ :	11 736	11 736			-
-> POLE IIID :	81 867			81 867	-
-> GESS :	70 000				70 000
TOTAL Provisions pour Risques et Charges	1 285 586	11 736	1 252 590	234 151	2 292 288

Les clercs qui enseignent ou qui ont enseigné pendant un certain temps bénéficient d'un complément de retraite versé par l'ICL. Une provision pour pensions de retraite à verser aux ecclésiastiques est constituée depuis l'exercice 1986/1987. L'engagement s'élève à 931 K€ au 31/08/2021.

5.5 Tableau des fonds dédiés

Fonds dédiés	31/08/2020	Application des règlements ANC 2018-06 et 2019-04	Dotations	Reprises utilisées	31/08/2021
-> ICL Ets LES FACULTES :	998 135	-	584 267	67 957	1 514 444
- Maison Meteren, charges du propriétaire	35 671			1 601	34 070
- Campus créatif	135 000				135 000
- Prélude	489 058			29 660	459 398
- Life	46 808		77 161		123 969
- Chapelle	108 000		464 633	11 930	560 703
- Vie étudiante (CVEC)	183 597			24 766	158 831
- Chaire technoscience			27 473		27 473
- Solidarité internationale			15 000		15 000
-> INSTITUT ETIENNE LECLERCQ :	393 156	633 591	401 490	129 447	1 298 790
- Mise en sécurité	27 677	-27 677			-
- Départ en retraite	23 754	-23 754			-
- Démarche qualité	10 406	-10 406			-
- 0,5 ETP accompagnement	6 091	-6 091			-
- Fonds dédiés ARTT	198 628	-198 628			-
- Crédit ponctuel risques psycho-sociaux	12 000	-12 000			-
- Crédit ponctuel suivi Erwan S	28 620	-28 620			-
- Crédit ponctuel mise aux normes ascenseurs	794	-794			-
- Crédit ponctuel transport ambulance	56 692			56 692	-
- Indemnités stagiaires	28 495			-	28 495
- Fonds dédiés à l'investissement		651 561		25 989	625 571
- Fonds dédiés à l'investissement SESSAD		90 000			90 000
- Fonds dédiés à l'investissement Les Filandières		200 000		16 566	183 434
- Crédit "Qualité de Vie au Travail"			151 585	27 866	123 719
- Crédit "Situations critiques"			229 905		229 905
- Fonds dédiés Snoezelen			20 000	2 334	17 666
TOTAL GENERAL	1 391 291	633 591	985 757	197 404	2 813 236

5.6 Dettes financières

DETTES FINANCIERES	31/08/2021	31/08/2020	VARIATION
E.P.I.H.			
. Total début exercice	33 170 368	26 004 057	7 166 311
. Emprunts reçus	13 733 400	8 867 199	4 866 201
. Remboursements	-1 936 946	-1 700 889	-236 057
	44 966 822	33 170 368	11 796 454
. Intérêts courus	285 587	216 046	69 541
TOTAL EPIH	45 252 410	33 386 415	11 865 995
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ			
. Total début exercice	931 782	1 021 354	-89 572
. Emprunts reçus			0
. Remboursements	-79 356	-89 573	10 217
	852 425	931 782	-79 356
. Intérêts courus	516	618	-102
TOTAL INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	852 941	932 399	-79 458
ICL LES FACULTES			
. Total début exercice	15 224 411	16 228 914	-1 004 503
. Emprunts reçus	637 208		637 208
. Remboursements	-1 496 679	-1 004 504	-492 176
	14 364 940	15 224 411	-859 471
. Intérêts courus	28 059	65 981	-37 922
TOTAL ICL LES FACULTES	14 392 999	15 290 392	-897 393
POLE IIID			
. Total début exercice	1 486 835	0	1 486 835
. Apports		1 689 817	-1 689 817
. Emprunts reçus	1 488 700	150 000	1 338 700
. Remboursements	-596 955	-352 981	-243 974
	2 378 580	1 486 835	891 745
. Intérêts courus	931	530	401
TOTAL POLE IIID	2 379 511	1 487 365	892 146
TOTAL GENERAL			
. Total début exercice	50 813 396	43 254 325	7 559 071
. Apports	0	1 689 817	-1 689 817
. Emprunts reçus	15 859 308	9 017 199	6 842 109
. Remboursements	-4 109 937	-3 147 947	-961 990
	62 562 767	50 813 396	11 749 371
. Intérêts courus	315 093	283 175	31 918
TOTAL DES EMPRUNTS	62 877 861	51 096 570	11 781 290
DECOUVERT BANCAIRE	765 202	301 236	463 966
CAUTIONS RECUS	296 549	296 549	0
TOTAL GENERAL	63 939 612	51 694 355	12 245 256

5.7 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs sont à caractère d'exploitation et à échéance inférieure à un an. Le poste est composé des dettes par établissement comme suit :

ETAT DES DETTES FOURNISSEURS	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ICL LES FACULTES	6 840 886	6 840 886	
POLE IIID	300 548	300 548	
ESPACE CAMPUS 4.0	46 384	46 384	
IF SANTE	382 312	382 312	
GESS	96 631	96 631	
EPIH	-	-	
HUMANICITE	251 592	251 592	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	213 521	213 521	
Annulation comptes intra-ICL	- 18 779	- 18 779	
TOTAL GENERAL	8 113 096	8 113 096	

5.8 Dettes fiscales et sociales

Elles correspondent principalement aux provisions congés payés, aux charges sociales et fiscales sur salaires à régler au 31/08/2021, ainsi qu'aux avis de taxes foncières et à la TVA collectée sur les encaissements non encore exigible. Les échéances sont à moins d'un an. Le poste est composé des dettes par établissement comme suit :

ETAT DES DETTES FISCALES ET SOCIALES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ICL LES FACULTES	8 479 008	8 479 008	
POLE IIID	103 837	103 837	
ESPACE CAMPUS 4.0	172 397	172 397	
IF SANTE	310 313	310 313	
GESS	248 611	248 611	
EPIH	473	473	
HUMANICITE	171 081	171 081	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	554 788	554 788	
TOTAL GENERAL	10 040 508	10 040 508	

5.9 Autres dettes

Les autres sont constituées essentiellement des clients créditeurs, des comptes courants avec d'autres entités de l'Université Catholique de Lille, ainsi que des comptes de liaison entre les établissements de l'ICL, éliminés dans ces comptes annuels combinés.

ETAT DES AUTRES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ICL LES FACULTES	7 729 341	7 729 341	
POLE IIID	1 000 288	1 000 288	
ESPACE CAMPUS 4.0	930 322	930 322	
IF SANTE	976 027	976 027	
GESS	46 002	46 002	
EPIH	398 476	398 476	
HUMANICITE	2 788	2 788	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	25 342	25 342	
Elimination comptes intra-ICL	- 4 609 414	- 4 609 414	
TOTAL GENERAL	6 499 173	6 499 173	

5.10 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	31/08/2021
ICL Ets enseignement et recherche	
Scolarités	56 650 634
Subventions	8 781 977
Taxe d'apprentissage	136 029
	65 568 640
POLE IIID	
Scolarités	2 508 786
Divers	9 683
	2 518 469
IF SANTE	
Subventions	818 434
Scolarités	17 299
Taxe d'apprentissage	22 534
	858 267
GESS	
Subventions	577 057
Scolarités	348 634
Taxe d'apprentissage	5 697
	931 388
EPIH	
Divers	7 780
	7 780
ESPACE CAMPUS 4.0	
Divers	8 500
	8 500
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	
Subventions	2 229 592
	2 229 592
TOTAL	72 122 636

6. Informations relatives au compte de résultat

6.1 Produits de tiers financeurs : concours publics, subventions d'exploitation et contributions financières

En première application du règlement ANC 2018-06, les concours publics, les subventions d'exploitation et les contributions financières doivent être dissociés selon les principes ci-après.

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire, par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité,
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées. Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice, et non les charges financières ni les charges exceptionnelles, peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes,
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état,
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

6.2 Transfert de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 1256 K€ sur l'exercice 2020/2021 dont 987 K€ au titre de la refacturation de la taxe foncière de l'établissement EPIH au GCS GHICL. Sur 19/20, ils étaient de 1 631 K€ dont 972 K€ de refacturation de taxe foncière.

6.3 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Les quote-part sur opération faites en commun étaient de 148 K€ en 2019/20, elles s'élèvent à 261 K€ sur 2020/21.

6.4 Charges et produits financiers

Les charges financières s'élèvent à 1 709 K€ contre 1 613 K€ en 19/20. Elles se composent essentiellement d'intérêts d'emprunts.

Les produits financiers s'élèvent à 6 K€ contre 97 K€ en 19/20. Ils se composent essentiellement de revenus de valeurs mobilières.

6.5 Charges et produits exceptionnels

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

Les charges exceptionnelles sur l'exercice 2020/21 s'élèvent à 3 061 K€ et sont composées principalement de mises au rebut d'actifs corporels remplacés, de l'abandon de créance à la SCI 58 rue du Port, et de dépréciations d'actifs qui seront désinvestis dans le cadre de la cession d'un bail à construction. Sur 19/20, elles se composaient essentiellement de la dépréciation du fonds de commerce Pôle IID, d'un versement au fonds de dotation de l'Institut Catholique de Lille, et d'honoraires.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 520 K€ sur l'exercice 2020/2021 et sont constitués principalement de quote-part de subventions d'investissement virées au résultat. Ils se composaient sur l'exercice précédent d'éléments de cession, d'un produit d'une résiliation d'un bail emphytéotique et des quote-part de subventions d'investissement.

7. Engagements hors bilan

7.1 Engagement de retraite

Les personnels salariés des différents établissements de l'Institut Catholique de Lille bénéficient des régimes sociaux prévus par les conventions collectives qui leur sont propres.

Aucune provision, hormis les provisions pour pensions de retraite des Ecclésiastiques, n'a été constatée dans les comptes clos au 31 août 2021 au titre des indemnités de départ en retraite des salariés.

Une estimation de la valeur actuelle des engagements de départ en retraite de l'ensemble du personnel a été effectuée de façon homogène dans les 5 établissements selon « la méthode des unités de crédits projetées avec salaire de fin de carrière » par un prestataire extérieur.

Les chiffres repris ci-dessous correspondent à l'engagement au 31/08/2021.

Hypothèses retenues	ICL LES FACULTES	POLE IIID	ESPACE CAMPUS 4.0	INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	IF SANTE	GESS
Taux d'actualisation	0,78%	0,78%	0,78%	0,78%	0,78%	0,78%
Taux d'évolution des salaires	1,81%	1,81%	1,81%	1,00%	1,81%	2,00%
Taux de charges sociales	45,95%	43,70%	40,84%	46,85%	45,95%	46,16%
Age départ à la retraite	65 ans	65 ans	65 ans	62 ans	62 ans	62 ans
Passif social "IFC"						
31/08/2020	4 551 792 €	10 793 €		769 596 €	308 595 €	386 340 €
31/08/2021	4 950 962 €	15 992 €	4 274 €	610 453 €	258 520 €	383 441 €
Variation	399 170	5 199	4 274	- 159 143	- 50 075	- 2 899
* Dont contrat souscrit	30 000					141 392

7.2 Engagements sur dettes financières

Solde des emprunts garantis par hypothèques	31/08/2021	31/08/2020
E.P.I.H.	11 232 362	11 870 417

Tout d'abord, une hypothèque de 1^{er} rang, sur l'ensemble immobilier et le terrain, a été apportée par l'I.C.L. en contrepartie du cautionnement accordé à hauteur de 40% par la Ville de Lille au profit de DEXIA pour les trois emprunts destinés au financement de l'extension de l'Hôpital St Vincent-de-Paul par EPIH.

- Emprunts de 2000 à 2002 : durées 30 et 20 ans
- Capital emprunté à l'origine : 43.143.071,88 €
- Garantie 40% limitée à 17.257.228,75 €
- Fin de l'engagement : 2032

Ensuite, une hypothèque de 1^{er} rang d'un montant de 1 300 000 € a été consentie par l'ICL au profit du C.I.C Nord-Ouest pour sureté et garantie du remboursement du prêt de 2 600 000 € pour le financement du parking de 145 places sis rue Martin Luther King 59160 Capinghem.

ICL Ets ESR : Couverture de Taux

Des contrats de SWAP de taux ont été adossés à des prêts souscrits auprès de :

- BNP Paribas : 1 000 000 € sur 15 ans au taux fixe de SWAP : 1.64 %.

7.3 Legs et donations en cours

La Préfecture du Nord a autorisé l'Institut Catholique de Lille à recevoir des legs. Deux dossiers sont en cours au 31 août 2021 pour une valeur de 61 772.50 €.

7.4 Engagement reçu par la SCI 58 rue du Port

Par convention datée du 16 juin 2021, l'ICL a consenti un abandon de compte-courant de 1 400 000 € à la SCI 58 RUE DU PORT, détenue à 100%, dans le but de financer d'importants travaux d'extension. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune, consistant en un fonds de roulement redevenu positif sous 5 ans. La situation est appréciée chaque année sur la base des comptes annuels de la SCI clos au 31 août, soit jusqu'au 31 août 2026 inclus.

8. Tableau des effectifs salariés

EFFECTIFS	31/08/2021	31/08/2020	Variation
ESR	781	749	32
POLE IIID	20	18	2
ESPACE CAMPUS 4.0	13		13
IF SANTE	38	34	4
GESS	40	40	0
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	126	120	6
TOTAL	1 018	961	57

9. Autres informations

Dans le cadre de leurs mandats, les cabinets MAZARS et KPMG SA ont procédé à la révision des comptes en qualité de commissaires aux comptes. Pour l'exercice 2020/2021, le montant de leurs honoraires est de 80 700 € HT.

Les produits d'exploitation du secteur lucratif sont de 5 530 723 € sur l'exercice 2020/21 contre 5 567 789 € sur l'exercice précédent. Le résultat lié au secteur fiscal est de -106 253 € (y compris un crédit d'impôt recherche pour 248 098 €).



INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE, ASSOCIATION DÉCLARÉE RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE - 60 BOULEVARD VAUBAN - CS 40109 - 59016 LILLE CEDEX - FRANCE

SIRET 775.624.240 000 13 - CODE APE 8542 Z - N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 66 775 624 240

ORGANISME DE FORMATION, ENREGISTRÉ SOUS LE N°31 59 00468 59, CET ENREGISTREMENT NE VAUT PAS AGRÉMENT DE L'ÉTAT.